

POUR LA DEMOCRATIE abstention franche et massive

Les élections vont se succéder... Les présidentielles d'abord, les législatives ensuite.

L'on nous dit que le sommet de la démocratie est de participer à ses élections, d'utiliser son droit de vote. Or pour nous, la question d'utiliser le bulletin de vote n'est pas une question de principe. Nous n'avons à priori rien contre les élections, nous nous sommes d'ailleurs présentés à certaines d'entre elles à plusieurs reprises.

Pourtant, aujourd'hui, la question qui se pose n'est pas celle-là. C'est tout simplement celle de la démocratie. Et nous affirmons aujourd'hui, même si c'est paradoxal, que la participation aux élections présidentielles est anti-démocratique.

UN PRESIDENT QUI N'A PAS PLUS DE POUVOIR QU'UN PRESIDENT DE COMITE DE QUARTIER .

Il faut avoir un discours cohérent. Si l'on nous dit que l'économie est mondialisée que les décisions se prennent à ce niveau, pourquoi nous faire croire que le Président de la république française a un pouvoir démesuré sur les événements.

On nous explique à longueur d'interviews et de colonnes que les problèmes qu'ils soient politiques, économiques, écologiques ou militaires sont mondiaux et l'on veut nous cantonner à un vote dans l'hexagone. De fait, il s'agit alors d'un vote inefficace.

Que nous propose-t-on ? D'élire un président de la république d'une France qui fait 65 millions d'habitants soit 1/100 du monde. Il s'agit donc d'avoir " du poids " sur 1% de la population mondiale.

Tout ce qui s'est passé depuis 2008 démontre que le président de la République, quel qu'il soit n'a pas plus de pouvoir que

celui d'un comité de quartier.

Nous faire croire que les décisions se prennent au niveau d'un Etat nation comme le font croire Mélançon, Poutou ou Le Pen est totalement loufoque.

Les Italiens qui ont tenté par tous les moyens démocratiques de virer Berlusconi n'ont pas réussi. Par contre, le capitalisme financier l'a fait en un rien de temps mettant à sa place un représentant de Goldman & Sachs. Ils ont imposé un technicien capable d'obéir au capitalisme financier.

Même chose en Grèce où le gouvernement pourtant élu a été balayé pour mettre en place un technocrate totalement dévoué à l'oligarchie financière.

Sarkozy lui-même explique qu'il n'a pas de pouvoir, juste celui d'amuser la galerie et celui d'administrer les fonctions régaliennes de son quartier, la police la justice et l'armée.

D'ailleurs au fur et à mesure que la crise s'approfondit les mesures répressives s'intensifient (Acta, etc..)

OÙ EST LE POUVOIR ?

Si les marxistes à la veille des années 1914, étaient capables de pointer du doigt la cible et d'identifier les grands groupes capitalistes qui poussaient à la guerre et au repartage du monde, il n'y avait jusqu'à présent aucune analyse sérieuse sur le sujet. Au contraire, on en restait à une nébuleuse, une sorte de main invisible baptisée " la mondialisation " sans en définir ni les contours ni les acteurs. La crise économique du capitalisme va accélérer les recherches... d'autant que ces capitalistes qui dirigent le monde ont bien l'intention de faire payer l'ensemble de la planète pour sauvegarder leur pouvoir.

Il suffit de lire les travaux de Stéfani Vitali, James B.Glatfelder et Stéfano Battiston chercheurs à l'école polytechnique en Suisse pour comprendre et avoir une idée de la con-

centration du pouvoir et à quel niveau doit s'exercer la démocratie.

Leurs recherches ont porté sur 43060 entreprises. Et leur conclusion est le titre de leurs travaux : " Le réseau de contrôle global par les grandes entreprises ".

En déroulant la pelote, ils ont mis en lumière que seulement 737 " entités " (banques, assurances, grandes entreprises) contrôlent plus de 80% de la valeur totale mondiale de ces 43000 multinationales. En resserrant encore leurs analyses, les 3 chercheurs indiquent que " Par un réseau complexe de prises de participation ", 147 multinationales, tout en se contrôlant elles-mêmes entre elles et tout en ayant un quasi-monopole du capital, possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les multinationales du monde entier !

Enfin, ils concluent que, au sein de ce groupe de 147, 50 détenteurs de capital pèsent sur les destinées du monde. (voir tableau ci-joint).

C'est dans ce contexte que l'on voudrait nous faire croire qu'un président de la République en France a du pouvoir... On se moque du monde !

Certains nationalistes ont compris cette " mondialisation " et cherchent désespérément des techniques de gestion pour s'y opposer. Ils réinventent les droits de douanes, ils réinventent le protectionnisme en faisant croire à tout le monde qu'ainsi, ils maîtriseront les destinées d'un pays.. Or c'est faux !! Un bon nombre de pays du Tiers Monde ont essayé la déconnexion et ils se sont fait rattraper et happer par la mondialisation de l'économie. Même des pays qui ont la taille d'un continent (Chine,

Inde, Brésil) sont totalement " intégrés " à cette économie mondialisée.

Voilà donc la réalité du monde...Voilà donc où se trouve le pouvoir ! Voilà donc où il faut aller le chercher !

DES ENJEUX, QUELS ENJEUX ?

Les nationalistes de droite ou de gauche donnent l'illusion de combattre le capitalisme mondialisé.

En réalité, ils accompagnent les stratégies du capitalisme financier. Prenons un exemple. Toute la stratégie de Merkel et de Sarkozy, c'est de démanteler " l'Union européenne " en bon ordre... Car il faut se débarrasser des canards boiteux. Cela ressemble au démantèlement de l'ex-URSS en de multiples confettis. Cela ressemble aussi au découpage du monde par les capitalistes financiers. Ils prennent et sécurisent des parties du monde (centres d'affaires, matières premières)

tout en se jouant des frontières et rejettent les pauvres.

Ceux qui ont la nostalgie de l'empire coloniale gaulliste ceux qui veulent sortir de l'Europe, ceux qui veulent faire de l'Europe un continent fermé, tous ceux là participent à la stratégie du capitalisme financier. C'est ainsi que de Mélanchon à Le Pen en passant par Poutou (un programme " hexagonal " de syndicalistes), ils se pensent comme des gestionnaires de l'hexagone.

On pourrait succomber à la tentation de virer Sarkozy ... Bien entendu ! Mais que ce soit Sarkozy ou Hollande que feront-ils de plus que de gérer l'Hexagone pour le compte de ceux qui ont le pouvoir mondial, ces 50 multinationales ?

En conclusion, nous sommes donc

CLASSEMENT DES SOCIÉTÉS SELON LEUR DEGRÉ DE CONTRÔLE, EN 2007, DU CAPITAL DES MULTINATIONALES

1: Barclays PLC (Royaume-Uni)	26: Lloyds TSB Group PLC (Royaume-Uni)
2: Capital Group Companies Inc. (Etats-Unis)	27: Invesco PLC (Royaume-Uni)
3: FMR Corp (Etats-Unis)	28: Allianz SE (Allemagne)
4: AXA (France)	29: TIAA (Etats-Unis)
5: State Street Corporation (Etats-Unis)	30: Old Mutual Public Limited (Royaume-Uni)
6: JPMorgan Chase & Co. (Etats-Unis)	31: Aviva PLC (Royaume-Uni)
7: Legal & General Group PLC (Royaume-Uni)	32: Schroders PLC (Royaume-Uni)
8: Vanguard Group Inc. (Etats-Unis)	33: Dodge & Cox (Etats-Unis)
9: UBS AG (Suisse)	34: Lehman Brothers Holdings, Inc. (Etats-Unis)
10: Merrill Lynch & Co., Inc. (Etats-Unis)	35: Sun Life Financial (Canada)
11: Wellington Management Co. L.L.P. (Etats-Unis)	36: Standard Life PLC (Royaume-Uni)
12: Deutsche Bank AG (Allemagne)	37: CNCE (France)
13: Franklin Resources, Inc. (Suisse)	38: Nomura Holdings, Inc. (Japon)
14: Credit Suisse Group (Suisse)	39: The Depository Trust Company (Etats-Unis)
15: Walton Enterprises LLC (Etats-Unis)	40: Massachusetts Mutual Life (Etats-Unis)
16: Bank of New York Mellon Corp. (Etats-Unis)	41: ING Groep N.V. (Pays-Bas)
17: Natixis (France)	42: Brandes Investment Partners (Etats-Unis)
18: Goldman Sachs Group, Inc. (Etats-Unis)	43: Unicredito Italiano SPA (Italie)
19: T. Rowe Price Group, Inc. (Etats-Unis)	44: Deposit Insurance Corporation of JP (Japon)
20: Legg Mason, Inc. (Etats-Unis)	45: Vereniging Aegon (Pays-Bas)
21: Morgan Stanley (Etats-Unis)	46: BNP Paribas (France)
22: Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc. (Japon)	47: Affiliated Managers Group, Inc. (Etats-Unis)
23: Northern Trust Corporation (Etats-Unis)	48: Resona Holdings, Inc. (Japon)
24: Société générale (France)	49: Capital Group International, Inc. (Etats-Unis)
25: Bank of America Corporation (Etats-Unis)	50: China Petrochemical Group Co. (Chine)

SOURCE : SWTALL, J.B. GLATTFELDER ETS. BATTISTON: THE NETWORK OF GLOBAL CORPORATE CONTROL

désolés de dire que la participation à ces élections est loin d'être à la hauteur des exigences de démocratie des peuples. Tous ceux qui veulent participer à élire un président de quartier, retardent la prise de conscience des peuples et veulent limiter l'action démocratique à des enjeux subalternes.

LUTTER POUR LA DEMOCRATIE, C'EST S'ABSTENIR AUX ELECTIONS LOCALES!

Tous ceux qui veulent nous enfermer dans le vote pour élire " un président de quartier ", retarde la prise de conscience des peuples et veulent limiter l'action démocratique à des enjeux subalternes. Pis encore, il nous semble que retarder cette prise de conscience est criminel. Le printemps arabe n'a pas défini la cible, le capitalisme financier. Malgré une mobilisation très importante des populations,

l'exigence de la démocratie a été réduite à une question de forme contre des dictateurs. Le résultat ne s'est pas fait attendre... La lutte pour la démocratie aboutit à un galimatias et sans doute à de nouvelles dictatures d'autant que le capitalisme mondial n'a pas hésité à mettre son grain de sable. Toute révolution qui se cantonne à réclamer un changement de pouvoir dans un Etat nation est sans doute vouée à l'échec.

Etre contre la dictature et être pour la démocratie, c'est vouloir obtenir un droit de vote là où sont les enjeux de pouvoir économique et politique, c'est-à-dire au niveau mondial.

C'est irréaliste ? Allons donc !

Aujourd'hui, les directives en matière de santé publique sont prises par l'OMS (organisation mondiale de la santé). Quant aux différentes menées guerrières récentes (Irak, Lybie, etc.), elles sont prises soit par l'OTAN soit sous l'égide de l'ONU.

Mais où est donc la place du " citoyen " dans ces décisions comme dirait Mélanchon ? Nulle part !

Mais là où Mélanchon veut une insur-

rection citoyenne qu'il situe en 1789 dans un cadre étriqué, hexagonal, nous la voulons dans un cadre mondial. Après tout, avec les moyens modernes de communication, il est certainement beaucoup plus facile aujourd'hui de faire cette insurrection mondiale que d'envisager des " Etats Généraux " de la révolution française, alors que la population était morcelée par des octrois, des langues régionales, handicapée par les distances, etc...

" L'insurrection citoyenne " n'a de sens que si elle réclame de peser sur les décisions mondiales, ces décisions qui rythment la vie économique et sociale de tous les pays...

C'est pourquoi, nous, communistes démocratiques mondialistes, considérons donc que : " Tous ceux qui veulent nous ramener à penser que les changements politiques importants se font au niveau d'un

état-nation empêchent les peuples de poser la question de la démocratie.

" Appeler à l'abstention, c'est poser le vrai débat de la démocratie.



NON AU TERRORISME !

A l'occasion des événements de Toulouse et de Montauban nous réitérons nos positions à propos du recours au terrorisme politique sous toutes ses formes. La société y est confrontée régulièrement : en 1968 avec les "Katangais", dans les années 70 avec Action Directe et maintenant avec les mouvements fondamentalistes. Nous condamnons fermement ces actions, même quand elles se disent ciblées.

Nous avons condamnés de la même manière les organisations basques, corses, irlandaises... car leurs actions ne menaient nulle part et n'ont pas changé la réalité. Mais au-delà de cette explication nous condamnons ces actions car nous avons confiance dans le peuple sinon pourquoi rejoindre la bannière des "99 %" ?

La révolution mondiale est inéluctable.